



## Fédération Nationale des Syndicats de Transports CGT

### Devant le déni du patronat, élargissons, amplifions la mobilisation !!!

Face à l'attitude du patronat, l'intersyndicale CGT, FO, CFTC et CFE-CGC, réunie à Paris hier soir 22 janvier 2015, a décidé de reconduire et amplifier la lutte.

Ensemble, nous pouvons gagner et obliger le patronat routier à revenir à la table des négociations. Nous appelons tous les salariés du transport routier de marchandises et logistique, routiers voyageurs, ambulanciers, convoyeurs de fonds et de valeurs à venir rejoindre le mouvement dès dimanche soir, 25 janvier 2015 à 22h.

Il est urgent et nécessaire d'élargir le mouvement dans toutes les entreprises des secteurs et branches de transports.

Nous appelons les structures interprofessionnelles en régions (UL, UD et Comités Régionaux) à s'impliquer massivement et physiquement pour amplifier et aider au succès des revendications de toute une profession.

Nous sommes 650.000 salariés dans les transports en France et nous avons tous besoin de meilleurs salaires pour vivre.

- ✓ Nous avons tous besoin d'une meilleure protection sociale
- ✓ Nous avons tous besoin d'un 13<sup>ème</sup> mois.
- ✓ Nous avons tous besoin d'une meilleure reconnaissance des qualifications de nos métiers.
- ✓ Nous avons tous besoin de meilleures conditions de travail.

⇒ Qui est responsable de la paupérisation du transport ? Le grand capital - Le patronat -

⇒ Qui organise la concurrence déloyale entre les salariés européens ? Le patronat

⇒ Qui est responsable de la dégradation des conditions de travail ? Le patronat

⇒ Qui empêche les aides de l'Etat tel que le CICE - réduction des cotisations sociales sur les bas salaires, etc... ? Le patronat

Et sur fond de crise, le patronat fait des propositions d'augmentations de salaires sur toutes les catégories de salariés allant de 2 % pour le plus bas coefficient à 1 % pour le coefficient le plus haut.

Ce qui fait que les grilles de rémunérations restent au niveau du Smic, ce qui lui permet de toujours empocher les aides de l'État.

Nous devons obtenir du patronat qu'il revienne à la table des négociations sur la base de nos revendications qui correspondent à nos besoins pour faire vivre nos familles.

Nous devons ensemble exiger de pouvoir vivre du fruit de notre travail.

Nous devons également obtenir du gouvernement qu'il intervienne auprès du patronat pour les remettre face à leurs responsabilités, et ce, sans aucune nouvelle aide publique.

Montreuil, le 23 janvier 2015